ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Relations extérieures, le 2 mai 1984, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, faite à Munich le 5 septembre 1980", a donné le 26 juin 1984 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e mei 1984 door de Minister van Buitenlandse Betrekkingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake het recht dat van toepassing is op namen en voornamen, opgemaakt te Munchen op 5 september 1980", heeft de 26e juni 1984 het volgend advies gegeven :

OBJET DE L'AVANT-PROJET DE LOI.

L'avant-projet de loi tend en ordre principal à approuver la Convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, faite à Munich le 5 septembre 1980, et à introduire, en vue de l'application de cette Convention, certaines dispositions dans le droit interne. Pour celles-ci, les unes sont insérées dans des lois existantes, telles que le Code civil ou le Code judiciaire, les autres sont autonomes.

OBSERVATIONS GENERALES.

I. Aux termes de l'article 8 de la Convention, celle-ci entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

A ce jour, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, aucune ratification n'a eu lieu.

En raison de difficultés relatives, notamment, aux noms des ressortissants de certains pays, le Gouvernement souhaite appliquer la Convention dès l'entrée en vigueur de la loi, c'est-à-dire avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la Belgique. Les articles 1er à 6 de la Convention devraient ainsi constituer, le plus rapidement possible, des règles de droit interne.

.../...

Il se recommanderait, afin de réaliser cette intention, de compléter l'avant-projet de loi.

A maintes reprises, le législateur belge a, pour des causes diverses, jugé utile d'introduire, à titre de dispositions de droit interne, des dispositions identiques à celles qui étaient contenues dans des Conventions internationales.

Dans une grande partie des cas, le législateur a recouru au procédé qui consiste à reproduire, dans une loi nationale, les textes figurant dans la Convention. C'est ce procédé qui a été mis en oeuvre, notamment par les lois I, II et III du 28 novembre 1928, qui ont mis le Code de commerce en concordance avec des Conventions internationales relatives au droit maritime, par la loi du 1er mars 1961 concernant l'introduction dans la législation nationale de la loi uniforme sur le chèque et sa mise en vigueur, par la loi du 4 juillet 1972, qui, à la fois, approuve la Convention européenne portant loi uniforme en matière d'arbitrage et introduit dans le Code judiciaire une série d'articles relatifs à l'arbitrage, et par la loi du 31 janvier 1980, qui, de même, approuve la Convention Benelux portant loi uniforme relative à l'astreinte et introduit dans le Code judiciaire des articles nouveaux relatifs à l'astreinte.

Dans d'autres cas, le législateur n'a pas reproduit dans la loi les dispositions de la Convention et s'est borné à faire référence à celles-ci. On peut donner comme exemple

.../...

de recours à ce second procédé, l'article 2 de la loi du 18 juillet 1966 qui est relative à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, article aux termes duquel "Les articles 1er à 7, 8, à l'exclusion du § d, et 9 à 11 de la Convention de Paris sont immédiatement applicables" (1) (2).

Nonobstant ce dernier précédent et quelques autres, il est préférable d'employer le premier procédé, qui consiste à reproduire les dispositions de la Convention dans la loi. Le premier procédé est, en effet, celui qui assure le plus complètement le respect des articles 41 et 42 de la Constitution : l'article 41 impose le vote article par article et l'article 42 reconnaît aux Chambres législatives le droit d'amender et de diviser les articles et les amendements proposés (3).

Un texte complet sera proposé ci-après. Il insère, conformément à la solution préconisée, certaines dispositions de la Convention dans les dispositions de l'avant-projet de loi.

.../...

(1) Dans son avis du 22 octobre 1965 sur le projet de loi, le Conseil d'Etat n'avait admis la technique législative inhabituelle ainsi employée qu'en raison des circonstances particulières où elle était utilisée et en raison du caractère temporaire du régime (Doc. parl. Sénat, sess. 1965-1966, n° 112, page 58; Pasinomie 1966, p. 518).

(2) La loi du 18 juillet 1966 est entrée en vigueur dès le jour de sa publication au Moniteur belge, soit dès le 23 août 1966; la Convention de Paris, approuvée par la loi du 1er août 1966, n'est entrée en vigueur que le 1er avril 1968 (Moniteur belge du 26 avril 1968; Pasinomie 1968, p. 398).

(3) On a toutefois observé que le procédé de législation indirecte, par la voie d'une référence à un texte distinct de la loi, n'empêche pas les membres des Chambres législatives d'user de leur droit de demander le vote article par article, ou de proposer des amendements, (J. MASQUELIN, Les procédés de législation. Ann. Dr. Sc. Pol. 1960, pp. 399-408, spécialement pages 401 et suivantes).

II. Pour la clarté de l'ordonnancement juridique, certaines dispositions de l'avant-projet gagneraient à être insérées dans une loi existante. Tel est le cas de l'article 2 et de l'article 5, § 2, dernière phrase.

+

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, gagnerait à devenir un article 76bis du Code civil.

Le paragraphe 1er, alinéa 2, gagnerait à devenir un article 57bis (1), et le paragraphe 2, l'article 34, alinéa 2, du même Code.

Article 4.

L'article a pour but de considérer comme "manifestement incompatible avec l'ordre public" l'application de lois étrangères "plus restrictives que la loi belge en ce qui concerne le choix des prénoms des enfants, nés en Belgique".

.../...

(1) L'actuel article 57bis, inséré dans le Code civil par la loi du 7 mars 1938, deviendrait l'article 57ter.

Il n'est guère aisé, dans certains cas, de discerner si la loi étrangère est "plus restrictive" que la loi belge. En cas de litige, il appartiendra aux tribunaux de prendre une décision.

Par ailleurs, la loi nationale de l'enfant étranger, né en Belgique, qui serait moins restrictive que la loi belge, demeure applicable conformément à l'article 1er de la Convention. Ainsi, l'article 1er de la loi du 11 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms assure un choix minimum - et parfois en même temps maximum (1) - pour les prénoms de tous les enfants nés en Belgique (2). Ce choix sera élargi si le projet de loi relatif aux noms et prénoms (3) est adopté par le pouvoir législatif.

Article 5, § 2.

La procédure de rectification doit être gratuite selon l'article 5 de la Convention.

La notion de "gratuité" n'est pas définie.

.../...

(1) Comme pour les enfants belges.

(2) Déjà, actuellement, la jurisprudence a tendance à interpréter largement la loi du 11 germinal an XI, en se référant moins à la lettre du texte qu'à son esprit.

(3) Doc. parl. Chambre (1983-1984), n° 966-1.

L'acte introductif de la procédure visée aux articles 1383 à 1385 du Code judiciaire est une requête. Selon l'article 1026, 5°, du même Code, la requête doit être signée, à peine de nullité, par un avocat "sauf si la loi en dispose autrement". L'avant-projet ne portant aucune dérogation de cette nature, l'exigence de la Convention ne serait pas respectée, sauf à obliger l'avocat à une intervention gratuite.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il y aurait donc lieu d'introduire dans le texte une règle suivant laquelle la requête pourrait être signée par la partie elle-même.

Une solution semblable est proposée pour résoudre la difficulté relative à la présentation de la requête (article 1027 du Code judiciaire).

+

Le texte suivant est proposé pour l'ensemble du projet :

"PROJET DE LOI AYANT POUR OBJET :

A) D'APPROUVER LA CONVENTION SUR LA LOI APPLICABLE AUX NOMS ET PRENOMS, FAITE A MUNICH LE 5 SEPTEMBRE 1980;

B) DE RENDRE IMMEDIATEMENT APPLICABLES CERTAINES DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS CETTE CONVENTION, NOTAMMENT EN MODIFIANT LE CODE CIVIL ET LE CODE JUDICIAIRE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Relations extérieures,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Relations extérieures sont chargés de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier.

Article 1er.

La Convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, signée à Munich le 5 septembre 1980, sortira son plein et entier effet.

CHAPITRE II.

Article 2 (article 1er de la Convention).

§ 1er. Les noms et prénoms d'une personne sont déterminés par la loi de l'Etat dont elle est ressortissante. A ce seul effet, les situations dont dépendent les noms et prénoms sont appréciées selon la loi de cet Etat.

§ 2. En cas de changement de nationalité, la loi de l'Etat de la nouvelle nationalité s'applique.

Article 3 (article 3 de l'avant-projet de loi).

§ 1er. L'article 2, § 2, n'est pas applicable si l'acquisition de la nouvelle nationalité n'est pas accompagnée de la perte de la nationalité précédente.

§ 2. Les noms ou les prénoms d'une personne qui acquiert la nationalité belge ne sont pas changés par le seul fait de cette acquisition.

Article 4 (article 3 de la Convention) (1).

Tout extrait d'acte de naissance doit indiquer les noms et prénoms de l'enfant.

.../...

---

(1) Il est peut-être superflu d'insérer dans le projet une disposition de droit interne reproduisant l'article 3 de la Convention, puisque la loi du 30 mars 1984, non encore publiée mais déjà sanctionnée, modifie l'article 57 du Code civil dans le même sens et pratiquement dans les mêmes termes. L'article 4 du texte proposé pourrait donc être omis sans inconvénient.

Article 5 (article 4 de la Convention et article 4 de l'avant-projet).

L'application de la loi désignée par l'article 2 ne peut être écartée que si elle est manifestement incompatible avec l'ordre public, et notamment lorsque la loi étrangère est plus restrictive que la loi belge en ce qui concerne le choix des prénoms des enfants nés en Belgique.

Article 6 (article 5 de la Convention et article 5, § 1er, de l'avant-projet).

Lorsque l'officier de l'état civil qui établit un acte est dans l'impossibilité de connaître le droit applicable pour déterminer les noms et prénoms de la personne concernée, il applique la loi belge et en informe le procureur du Roi.

L'acte ainsi établi peut être rectifié conformément aux articles 1383 à 1385 du Code judiciaire.

Article 7 (article 2, § 2, de l'avant-projet).

L'article 34 du Code civil est complété par l'alinéa suivant :

"Les actes de l'état civil dans lesquels une personne doit, en application de son statut personnel, être désignée par le nom qu'elle porte par suite de son mariage ou de la dissolution de celui-ci, énoncent également le nom que cette personne portait avant tout mariage".

Article 8.

L'article 57bis inséré dans le même Code par la loi du 7 mars 1938, devient l'article 57ter.

.../...

Article 9 (article 2, § 1er, alinéa 2, de l'avant-projet).

Un article 57bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

"Article 57bis. Lorsqu'une personne, par suite de son mariage ou de la dissolution de celui-ci, prend un autre nom en application de son statut personnel, le nouveau nom que cette personne portera doit être mentionné en marge de son acte de naissance, si cet acte a été dressé ou transcrit en Belgique".

Article 10 (article 2, § 1er, alinéa 1er, de l'avant-projet).

Un article 76bis, rédigé comme suit, est inséré au chapitre III du titre II du livre premier du même Code :

"Article 76bis. L'acte de mariage d'une personne qui, en se mariant, prend un autre nom en application de son statut personnel, énonce le nouveau nom que cette personne portera".

Article 11 (article 7 de l'avant-projet).

L'article 344, § 2, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sous réserve de l'ordre public, les effets de la filiation adoptive acquise en Belgique ou à l'étranger, soit entre étrangers, soit entre Belges et étrangers, sont régis en Belgique en ce qui concerne les noms, les prénoms, la tutelle et la succession de l'adopté ainsi que les droits et obligations entre l'adopté et sa famille d'origine, par le statut personnel de l'adopté, même si ce statut dérive de l'acquisition de la filiation adoptive elle-même.

.../...

Les autres effets sont régis par le statut personnel de l'adoptant, notamment en ce qui concerne :

1° les pouvoirs de l'adoptant sur la personne et les biens de l'adopté, dans la mesure où celui-ci est incapable en vertu de son statut personnel;

2° les droits et obligations entre l'adopté et les adoptants ou la famille de ceux-ci".

Article 12 (article 5, § 2, de l'avant-projet).

L'article 1383 du Code judiciaire est complété par l'alinéa suivant :

"Au cas où la demande en rectification est fondée sur l'article 6 de la loi du ... (1), la requête peut être signée et présentée par la partie. La procédure est gratuite".

Article 13 (article 8 de l'avant-projet).

§ 1er. A la demande de la personne qui a fait l'objet d'un acte de l'état civil belge avant l'entrée en vigueur de la présente loi, l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte mentionne en marge de celui-ci les noms et prénoms que cette personne porte en application de la présente loi.

La demande peut être faite à l'officier de l'état civil qui a dressé l'acte, ou à l'officier de l'état civil de la commune où le requérant a sa résidence habituelle.

.../...

---

(1) L'intitulé de la loi en projet est long : aussi pourrait-on se borner à écrire : "de la loi du ... portant approbation de la Convention sur la loi applicable aux noms et prénoms, faite à Munich le 5 septembre 1980".

§ 2. Si une personne fait l'objet d'un nouvel acte de l'état civil après l'entrée en vigueur de la présente loi, la mention marginale prévue au paragraphe 1er est effectuée d'office.

Donné à

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Le Ministre des Relations extérieures,

...".

DOEL VAN HET VOORONTWERP VAN WET.

Het hoofddoel van het voorontwerp van wet is de goedkeuring van de Overeenkomst inzake het recht dat van toepassing is op namen en voornamen, welke Overeenkomst tot stand gebracht is te München op 5 september 1980, en de invoeging van een aantal bepalingen in het interne recht met het oog op de toepassing van die Overeenkomst. Sommige van die bepalingen worden ingevoegd in bestaande wetten zoals het Burgerlijk Wetboek, andere zijn zelfstandig.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De Overeenkomst treedt naar luid van artikel 8 ervan in werking op de eerste dag van de derde maand volgende op de maand van nederlegging van de derde akte van bekrachtiging aanvaarding, goedkeuring of toetreding.

Volgens aan de Raad van State verschafte inlichtingen heeft tot dusver geen enkele bekrachtiging plaatsgehad.

De Regering wenst wegens moeilijkheden die inzonderheid met de namen van onderdanen van sommige landen verband houden, de Overeenkomst toe te passen zodra de wet van kracht wordt, dit wil zeggen voordat de overeenkomst ten aanzien van België in werking treedt. De artikelen 1 tot 6 van de Overeenkomst zouden aldus zo vlug mogelijk voorschriften van intern recht moeten worden.

Om dat oogmerk te bereiken, is het raadzaam het voorontwerp van wet aan te vullen.

Om diverse redenen heeft de Belgische wetgever het reeds meermaals nuttig geacht, als bepalingen van intern recht, bepalingen in te voeren die gelijk zijn aan

die welke in internationale Verdragen zijn opgenomen.

In veel van die gevallen heeft de wetgever het procédé gehanteerd dat er in bestaat de teksten uit het Verdrag in een nationale wet over te nemen. Die werkwijze werd gevolgd onder meer door de wetten I, II en III van 28 november 1928, die het Wetboek van koophandel in overeenstemming hebben gebracht met de internationale Verdragen betreffende het zeerecht, door de wet van 1 maart 1961 betreffende de invoering in de nationale wetgeving van de eenvormige wet op de cheque en de inwerkingstelling van deze wet, door de wet van 4 juli 1972 die de Europese Overeenkomst houdende een eenvormige wet inzake arbitrage goedkeurt en tevens in het Gerechtelijk Wetboek een reeks artikelen betreffende de arbitrage opneemt, en door de wet van 31 januari 1980 die evenzo de Benelux-Overeenkomst houdende eenvormige wet betreffende de dwangsom goedkeurt en in het Gerechtelijk Wetboek nieuwe artikelen betreffende de dwangsom invoegt.

In andere gevallen heeft de wetgever de Verdragsbepalingen niet in de wet overgenomen en heeft hij zich ertoe beperkt ernaar te verwijzen. Een voorbeeld van de aanwending van dit tweede procédé is artikel 2 van de wet van 18 juli 1966 die betrekking heeft op de wettelijke aansprakelijkheid op het gebied van de kernenergie, welk artikel bepaalt : "De artikelen 1 tot 7, 8, met uitsluiting van § d, en 9 tot 11 van het Verdrag van Parijs zijn onmiddellijk van toepassing" (1) (2).

.../...

(1) In zijn advies van 22 oktober 1965 over het wetsontwerp, had de Raad van State de aldus aangewende ongebruikelijke wetgevingstechniek slechts aanvaard wegens de uitzonderlijke omstandigheden waarin zij gehanteerd werd en wegens het tijdelijk karakter van de regeling (Gedr. St., Senaat, zitt. 1965-1966,nr 112, blz. 58).

(2) De wet van 18 juli 1966 is in werking getreden vanaf de dag van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad, dat is vanaf 23 augustus 1966; het Verdrag van Parijs, goedgekeurd bij de wet van 1 augustus 1962, is pas op 1 april 1968 in werking getreden (Belgisch Staatsblad van 26 april 1968) ; Pasinomie 1968, blz. 398).

Ondanks dit laatste precedent en enkele andere kan beter het eerste procédé worden gebruikt, hetwelk erin bestaat de bepalingen van de Overeenkomst in de wet over te nemen. Het eerste procédé is immers datgene dat de artikelen 41 en 42 van de Grondwet het meest ontziet : artikel 41 schrijft voor dat artikelsgewijs wordt gestemd en artikel 42 verleent de Wetgevende Kamers het recht de artikelen en de voorgestelde amendementen te wijzigen en te splitsen (1).

Verderop wordt een volledige tekst voorgesteld. Hij neemt overeenkomstig de aanbevolen regeling sommige bepalingen van de Ovreenkomst op in de bepalingen van het voorontwerp van wet.

II. Met het oog op duidelijkheid in de rechtsorde zou het beter zijn sommige bepalingen in een bestaande wet in te voegen. Dat geldt voor artikel 2 en voor artikel 5, § 2, laatste volzin.

+

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

Het zou beter zijn als paragraaf 1, eerste lid, artikel 76bis van het Burgerlijk Wetboek zou worden.

.../...

(1) Men heeft er echter op gewezen dat indirecte wetgeving, door middel van verwijzing naar een tekst die onderscheiden is van de wet, niet wegneemt dat de leden van de Wetgevende Kamers gebruik kunnen maken van hun recht om te vragen dat artikelsgewijs wordt gestemd of om amendementen voor te stellen. (J.MASQUELIN, "Les procédés de législation". Ann. Dr. Sc. Pol. 1960, blz. 399-408, inzonderheid blz. 401 en volgende).

Paragraaf 1, tweede lid, kan beter artikel 57bis (1) worden en paragraaf 2, artikel 34, tweede lid, van hetzelfde Wetboek.

Artikel 4.

Met dit artikel wordt beoogd de toepassing van buitenlandse wetten die "voor de keuze van de voornamen van in België geboren kinderen ... meer beperkend zijn dan de Belgische wet" als "kennelijk onverenigbaar met de openbare orde" aan te merken.

In sommige gevallen is het lastig om uit te maken of een buitenlandse wet "meer beperkend" is dan een Belgische wet. Wanneer geschillen rijzen, zullen de rechtbanken bevoegd zijn om daarover te beslissen.

Anderzijds blijft overeenkomstig artikel 1 van de Overeenkomst het nationale recht van een in België geboren vreemd kind toepasselijk als dat recht minder beperkend zou zijn dan het Belgische. Zo garandeert artikel 1 van de wet van 11 germinal jaar XI betreffende de voornamen en de veranderingen van naam een minimumkeuze (die soms tegelijkertijd een maximumkeuze is (2) inzake de voornamen van alle in België geboren kinderen (3). Die keuze zal ruimer worden indien het ontwerp van wet betreffende de namen en voornamen (4) door de wetgevende macht wordt aangenomen.

.../...

(1) Het huidige artikel 57bis, in het Burgerlijk Wetboek ingevoegd bij de wet van 7 maart 1938, zou artikel 57ter worden.

(2) Zoals voor Belgische kinderen.

(3) Nu reeds is de rechtspraak geneigd de wet van 11 germinal jaar XI ruim uit te leggen , door minder te letten op de letter dan op de geest van de wet.

(4) Gedr. St. Kamer (1983-1984) nr 966-1.

Artikel 5, § 2.

Volgens artikel 5 van de Overeenkomst behoort de verbeteringsprocedure kosteloos te zijn.

Het begrip "kosteloosheid" is niet omschreven.

De handeling waarbij de in de artikelen 1383 tot 1385 van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde procedure wordt ingesteld, is een verzoekschrift. Volgens artikel 1026, 5°, van hetzelfde Wetboek, dient het verzoekschrift op straffe van nietigheid ondertekend te zijn door een advocaat "tenzij de wet anders bepaalt". Daar het voorontwerp geen enkele afwijking van die aard bevat, zou aan het vereiste van de Overeenkomst niet zijn voldaan, tenzij de advocaat genoodzaakt wordt kosteloos zijn medewerking te verlenen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in de tekst een voorschrift moet worden opgenomen volgens het welk het verzoekschrift door de partij zelf zou kunnen worden ondertekend.

Een soortgelijke regeling wordt voorgesteld om de moeilijkheid in verband met de indiening van het verzoekschrift op te lossen (artikel 1027 van het Gerechtelijk Wetboek).

De volgende tekst wordt voorgesteld voor het gehele ontwerp :

.../...

"ONTWERP VAN WET

A) TOT GOEDKEURING VAN DE OVEREENKOMST INZAKE HET RECHT DAT VAN TOEPASSING IS OP NAMEN EN VOORNAMEN, OPGEMAAKT TE MUNCHEN OP 5 SEPTEMBER 1980;

B) TOT ONMIDDELLIJKE TOEPASSING VAN SOMMIGE BEPALINGEN VAN DIE OVEREENKOMST, MET NAME DOOR WIJZIGING VAN HET BURGERLIJK WETBOEK EN HET GERECHTELIJK WETBOEK.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie en van Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I.

Artikel 1.

De Overeenkomst inzake het recht dat van toepassing is op namen en voornamen, ondertekend te Munchen op 5 september 1980, zal volkomen uitwerking hebben.

HOOFDSTUK II.

Artikel 2. (artikel 1 van de Overeenkomst).

§ 1.De namen en voornamen van een persoon worden bepaald door het recht van de Staat waarvan die persoon onderdaan is. Uitsluitend hiervoor worden de omstandigheden waarvan de namen en voornamen afhangen, volgens het recht van die Staat beoordeeld.

.../...

§ 2. In geval van verandering van nationaliteit is het recht van de Staat van de nieuwe nationaliteit van toepassing.

Artikel 3 (artikel 3 van het voorontwerp van wet).

§ 1. Artikel 2, § 2, is niet toepasselijk wanneer de verkrijging van de nieuwe nationaliteit niet gepaard gaat met het verlies van de vorige nationaliteit.

§ 2. De namen of voornamen van een persoon die de Belgische nationaliteit verkrijgt, veranderen niet door het enkele feit van die verkrijging.

Artikel 4 (artikel 3 van de Overeenkomst) (1).

Ieder uittreksel van een geboorteakte moet de namen en voornamen van het kind vermelden.

Artikel 5 (artikel 4 van de Overeenkomst en artikel 4 van het voorontwerp).

De toepassing van het door artikel 2 aangewezen recht kan slechts worden uitgesloten indien zij kennelijk onverenigbaar is met de openbare orde en inzonderheid wanneer de buitenlandse wet meer beperkend is dan de Belgische wet voor de keuze van de voornamen van in België geboren kinderen.

Artikel 6 (artikel 5 van de Overeenkomst en artikel 5, § 1, van het voorontwerp).

Wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand die een akte opmaakt in de mogelijkheid verkeert om het recht te kennen dat van toepassing is op het vaststellen van de namen en voornamen van de belanghebbende persoon, past hij

---

.../...

(1) Invoeging in het ontwerp van een bepaling van intern recht die artikel 3 van de Overeenkomst overneemt is misschien overbodig daar de nog niet bekendgemaakte maar reeds bekrachtigde wet van 30 maart 1984 artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek in dezelfde zin en nagenoeg met dezelfde bewoordingen wijzigt. Artikel 4 van de voorgestelde tekst zou dus zonder bezwaar kunnen vervallen.

de Belgische wet toe en doet hij daarvan mededeling aan de procureur des Konings.

De aldus opgemaakte akte kan worden verbeterd overeenkomstig de artikelen 1383 tot 1385 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 7 (artikel 2, § 2, van het voorontwerp).

Artikel 34 van het Burgerlijk Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"De akten van de burgerlijke stand waarin een persoon overeenkomstig zijn personeel statuut moet worden vermeld met de naam die hij draagt wegens zijn huwelijk of de ontbinding ervan, vermelden ook de naam die deze persoon vóór enig huwelijk droeg".

Artikel 8.

Artikel 57bis, in hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 7 maart 1938, wordt artikel 57ter.

Artikel 9 (artikel 2, § 1, tweede lid, van het voorontwerp).

Een artikel 57bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde Wetboek ingevoegd :

"Artikel 57bis. Wanneer een persoon ten gevolge van zijn huwelijk of de ontbinding ervan een andere naam verkrijgt overeenkomstig zijn personeel statuut, dient de nieuwe naam welke die persoon draagt op de kant van zijn geboorteakte te worden vermeld indien die akte in België is opgemaakt of overgeschreven".

.../...

Artikel 10 (artikel 2, § 1, eerste lid, van het voorontwerp).

Een artikel 76bis, luidend als volgt, wordt ingevoegd in hoofdstuk III van titel II van boek I van hetzelfde Wetboek.

"Artikel 76bis. Wanneer een persoon door huwelijk een andere naam verkrijgt overeenkomstig zijn personeel statuut, wordt de nieuwe naam welke die persoon draagt in de akte van huwelijk vermeld".

Artikel 11 (artikel 7 van het voorontwerp).

Artikel 344, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"§ 2. De gevolgen van de adoptieve afstamming die in België of in het buitenland is verkregen hetzij tussen vreemdelingen hetzij tussen Belgen en vreemdelingen, worden in België, onder voorbehoud van de openbare orde, ten aanzien van de namen, de voornamen, de voogdij en de erfopvolging van de geadopteerde alsook ten aanzien van de wederzijdse rechten en verplichtingen van de geadopteerde en zijn oorspronkelijke familie, beheerst door het personeel statuut van de geadopteerde, zelfs wanneer dat statuut voortvloeit uit de verkrijging van de adoptieve afstamming zelf.

De overige gevolgen worden beheerst door het personeel statuut van de adoptant, met name wat betreft :

1° de macht van de adoptant over de persoon en de goederen van de geadopteerde, in zoverre deze onbekwaam is krachtens zijn personeel statuut;

2° de wederzijdse rechten en verplichtingen van de geadopteerde en de adoptanten of hun familie".

Artikel 12 (artikel 5, § 2, van het voorontwerp).

Artikel 1383 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

"Wanneer het verzoek om verbetering steunt op artikel 6 van de wet van ... (1), kan het verzoekschrift worden ondertekend en ingediend door de partij. De rechtspleging is kosteloos".

Artikel 13 (artikel 8 van het voorontwerp).

§ 1. Op verzoek van de persoon ten aanzien van wie vóór de inwerkingtreding van deze wet een akte van de Belgische burgerlijke stand is opgemaakt, vermeldt de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte heeft opgemaakt, op de kant ervan de namen en voornamen die deze persoon overeenkomstig deze wet draagt.

Het verzoek kan worden gedaan aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die de akte heeft opgemaakt of aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar de verzoeker zijn gewone verblijfplaats heeft.

§ 2. Wanneer na de inwerkingtreding van deze wet ten aanzien van een persoon een nieuwe akte van de burgerlijke stand wordt opgemaakt, wordt de in paragraaf 1 bedoelde kanttekening van ambtswege aangebracht.

.../...

---

(1) Het opschrift van de ontworpen wet is lang; men kan dan ook volstaan met te schrijven : "van de wet ... houdende goedkeuring van de Overeenkomst inzake het recht dat van toepassing is op namen en voornamen, opgemaakt te Munchen op 5 september 1980".

Gegeven te

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,

... ".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.